

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction
de l'information
légale
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Ministère de l'agriculture
et de l'alimentation

BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2019/34 DU 7 SEPTEMBRE 2019

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation	(*)

(*) Aucun texte du ministère chargé de l'agriculture dans le *BO* n° 34.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/34

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Couture parisienne : protocole d'accord du 23 avril 2019 relatif à la prime de collection (annexe I de la convention).....	3
Couture parisienne : avenant n° 14 du 23 avril 2019 à l'accord du 25 janvier 2002 relatif aux rémunérations minimales annuelles garanties	4
Espace de loisirs, d'attractions et culturels : avenant n° 60 du 18 avril 2019 relatif aux rémunérations conventionnelles au 1 ^{er} mai 2019	7
Frigorifiques (exploitations) : avenant n° 88 du 28 mai 2019 relatif aux salaires pour l'année 2019	10
Fruits et légumes (expédition et exportation) : avenant n° 22 du 17 mai 2019 relatif à la grille des salaires conventionnels au 1 ^{er} juin 2019.....	14
Fruits et légumes, épicerie (commerce de détail) : avenant n° 132 du 1 ^{er} avril 2019 à l'accord du 11 juin 2018 relatif à la formation professionnelle	16
Maintenance, distribution et location de matériels (agricoles, travaux publics, manutention, motoculture de plaisance) : avenant n° 4 du 5 juillet 2019 à l'accord du 2 juillet 2015 relatif aux remboursements complémentaires de frais de santé	18
Métallurgie (Loire et arrondissement d'Yssingeaux) : accord du 3 juin 2019 relatif à la rémunération effective garantie annuelle, à la valeur du point RMH et à l'indemnité de panier de nuit pour l'année 2019.....	29
Radiodiffusion : avenant du 5 juin 2019 à l'accord du 6 mars 2019 relatif aux salaires minimums conventionnels.....	32
Télévision (artistes-interprètes) : avenant du 30 avril 2019 relatif aux barèmes de rémunération au 1 ^{er} mai 2019	33

Brochure n° 3185

Convention collective nationale
IDCC : 303. – COUTURE PARISIENNE

PROTOCOLE D'ACCORD DU 23 AVRIL 2019
RELATIF À LA PRIME DE COLLECTION (ANNEXE I DE LA CONVENTION)

NOR : *ASET1951060M*
IDCC : 303

Entre :

CSHC,

D'une part, et

UNSA FCS ;

HACUITEX CFDT ;

THC CGT ;

Pharmacie LABM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires du protocole réunis les 21 février, 21 mars et 23 avril 2019 se sont mis d'accord pour que le montant des primes de collection prévues par l'annexe I de la convention collective nationale de la couture parisienne soit au moins égal à compter de la saison printemps-été 2019 aux chiffres indiqués ci-dessous :

- 233 € pour les couturières positionnées en groupe 3 ;
- 139 € pour les couturières positionnées en groupe 2 et pour les apprentis.

Fait à Paris, le 23 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3185

Convention collective nationale
IDCC : 303. – COUTURE PARISIENNE

AVENANT N° 14 DU 23 AVRIL 2019
À L'ACCORD DU 25 JANVIER 2002
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES ANNUELLES GARANTIES

NOR : ASET1951059M
IDCC : 303

Entre :

CSHC,

D'une part, et

UNSA FCS ;

HACUITEX CFDT ;

THC CGT ;

Pharmacie LABM FO,

D'autre part,

Article 1^{er}

En application de l'article 5 de l'accord du 25 janvier 2002 sur les rémunérations minimales annuelles garanties, les partenaires sociaux signataires de la convention collective nationale de la couture parisienne se sont rencontrés les 21 février, 21 mars et 23 avril 2019 pour examiner la grille des rémunérations minimales annuelles garanties pour les niveaux A, B et C des groupes 1 à 9 figurant dans l'annexe XI à l'accord susvisé et résultant de l'avenant n° 13 signé le 12 juillet 2017.

À l'issue de cette négociation, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

À compter du 1^{er} janvier 2019, les rémunérations minimales annuelles garanties sur la base d'un horaire hebdomadaire moyen de 35 heures correspondant à un temps de travail annuel effectif de 1 600 heures figurant dans l'annexe XI à l'accord du 25 janvier 2002 seront revalorisées comme suit :

- la rémunération minimale annuelle garantie du niveau A du groupe 1 sera fixée à 18 583 €, soit une augmentation de 2,87 % ;
- les rémunérations minimales annuelles garanties des niveaux B et C du groupe 1 seront majorées de 1,8 % ;
- les rémunérations minimales annuelles garanties des niveaux A, B et C des groupes 2 à 5 seront majorées de 1,8 % ;

- les rémunérations minimales annuelles garanties des niveaux A, B et C des groupes 6 à 9 seront majorées de 1,5 %, à l'exception de la rémunération minimale annuelle garantie du niveau B du groupe 6 qui sera majorée de 1,8 %.

En application de ces dispositions, les rémunérations minimales annuelles garanties seront fixées à compter du 1^{er} janvier 2019 comme indiquées dans l'annexe XII jointe au présent avenant.

Article 2

Dans le cadre de l'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la branche couture du 17 janvier 2013, les partenaires sociaux ont souhaité préciser que la mixité dans les emplois des différents métiers et catégories professionnelles de la branche et le respect du principe de non-discrimination entre les femmes et les hommes tout au long de leur carrière constituait un facteur d'enrichissement collectif, de cohésion sociale et d'efficacité économique.

Conformément à l'article 4 de cet accord, les parties signataires du présent avenant rappellent que :

- les entreprises s'engagent à assurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes sur la base du principe qu'à qualification, fonction, compétence équivalentes, les femmes et les hommes sont embauchés au même salaire et au même positionnement ;
- les différents éléments composant la rémunération doivent être établis sur des normes identiques pour les femmes et les hommes ;
- toutes les bases de calcul de la rémunération doivent être communes aux travailleurs des deux sexes et ne doivent en aucune façon être discriminantes pour les salariés ayant bénéficié d'un congé de maternité ou de paternité, d'adoption ou d'un congé parental d'éducation.

Article 3

Les rémunérations minimales annuelles garanties permettent une structuration économique ainsi qu'une régulation économique d'une branche. Dès lors, le présent avenant est applicable à l'ensemble des entreprises et ne prévoit pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4

Le présent avenant sera déposé en application de l'article D. 2231-2 du code du travail et son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 23 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE XII

Rémunérations minimales annuelles garanties

Sur la base d'un horaire hebdomadaire moyen de 35 heures, correspondant à un temps de travail annuel effectif de 1 600 heures, résultant de l'avenant n° 14 signé le 23 avril 2019.

(En euros.)

GROUPE	NIVEAU A	NIVEAU B	NIVEAU C
	Salaire annuel	Salaire annuel	Salaire annuel
1	18 583	18 845	20 349
2	20 349	21 367	24 571
3	24 571	25 724	29 583
4	29 583	30 852	35 477
5	35 477	36 211	41 642
6	35 483	41 642	47 516
7		47 516	54 643
8		54 643	62 224
9		62 224	71 556

Brochure n° 3275

Convention collective nationale
IDCC : 1790. – ESPACES DE LOISIRS,
D'ATTRACTIONS ET CULTURELS

AVENANT N° 60 DU 18 AVRIL 2019
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS CONVENTIONNELLES
AU 1^{ER} MAI 2019
NOR : ASET1951061M
IDCC : 1790

Entre :

SNDLL ;

SNELAC ;

SLA,

D'une part, et

FO ;

CFTC ;

FS CFDT ;

INOVA CFE-CGC ;

CGT FCS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les résultats 2018 du secteur des espaces de loisirs, d'attractions et culturels, sont dans leur ensemble orientés à la hausse. Toutefois, cette tendance générale positive doit être nuancée car un certain nombre de sites ont connu une météo décevante pendant les grands week-ends d'avant saison, des alertes inondations, puis des périodes de fortes canicules en juillet, ainsi que des blocages et désaffection des touristes, en raison d'un climat social tendu en France. Les grèves de transport, la coupe du monde de football ont également eu un impact négatif sur la fréquentation.

Les entreprises de la branche restent très prudentes dans leurs prévisions de fréquentation pour la saison 2019 en raison du climat social actuel et de la météo-dépendance. Elles ont toutefois poursuivi leurs investissements, essentiels au renouvellement de leur attractivité, en dépit de l'érosion de leurs marges.

Depuis son accord sur les rémunérations conventionnelles du 16 février 2017, la branche a tenté de négocier de nouveaux minima en 2018 mais sans succès. Par voie de conséquence, les parties maintiennent leur volonté de conforter le pouvoir d'achat des salariés tout en avançant sur les autres chantiers de la plate-forme sociale.

Les partenaires sociaux de la branche s'accordent sur la nécessaire révision de la grille de rémunérations minimales.

Article 1^{er}

Comme suite aux réunions de négociations de la commission paritaire de la CCNELAC en date des 20 décembre 2018, 17 janvier, 21 février et 18 avril 2019, les parties sont convenues de publier la grille 2019 de rémunérations minimales mensuelles :

Rémunérations conventionnelles mensuelles au 1^{er} mai 2019

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMA	CADRE autonome	CACHET spectacle
I	1	150	1 536,43		
	2	154	1 553,00		
	3	158	1 563,53		
II	1	175	1 574,00		94,44
	2	181	1 589,62		
	3	187	1 604,10		
III	1	200	1 627,52		97,65
	2	215	1 724,97		
IV	1	220	1 768,60		106,11
	2	250	1 996,15		
	3	280	2 225,83	2 337,12	133,55
	4	300	2 295,17		
V		300	2 295,17	2 409,93	137,71
VI		360	2 733,71	2 870,40	164,02
VII		430	3 264,51	3 427,74	195,87
VIII		520	3 948,85	4 146,29	236,93

La valeur du point a été suspendue au profit d'une rémunération minimale par niveau et par échelon ; le taux horaire se calcule en divisant le salaire mensuel minimal indiqué par 151,67 heures.

Article 2

Le présent accord, conclu à durée indéterminée s'appliquera au 1^{er} mai 2019. Cet accord sera déposé au ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris dont dépend le siège du SNELAC. L'entrée en vigueur du présent accord est soumise à l'absence d'opposition des organisations syndicales non signataires majoritaires en nombre dans un délai de 15 jours à compter de sa notification.

Article 3

Les signataires du présent accord demandent au ministère du travail son extension à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels sur l'ensemble des départements français, y compris les DOM.

Compte tenu de l'objet du présent accord, il n'y a pas lieu de prévoir de modalité spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 18 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3178

Convention collective nationale
IDCC : 200. – EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES

AVENANT N° 88 DU 28 MAI 2019
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1951058M
IDCC : 200

Entre :

USNEF,

D'une part, et

FGA CFDT ;

FGT CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minima

L'article 2 de l'annexe I de la convention collective nationale tel que modifié par l'avenant n° 87 du 17 avril 2018 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« À compter du 1^{er} janvier 2019, les salaires minima garantis sont les suivants, sous réserve du respect des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL MINIMUM (pour 151,67 heures)
125	10,08	1 528,83
135	10,12	1 535,16
145	10,17	1 542,98
155	10,22	1 550,79

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL MINIMUM (pour 151,67 heures)
165	10,28	1 558,61
175	10,43	1 581,92
185	10,63	1 611,83
195	10,84	1 644,49
205	10,97	1 664,18
215	11,00	1 668,72
225	11,08	1 680,17
235	11,57	1 754,92
245	12,05	1 828,10
255	12,80	1 941,38
265	13,30	2 017,21
275	13,51	2 049,21
285	14,20	2 153,71
295	14,50	2 198,71
305	15,02	2 278,12
315	15,54	2 357,54
325	16,01	2 427,61
335	16,50	2 502,35
345	16,97	2 573,84
355	16,99	2 576,72
405	19,37	2 937,62
455	21,80	3 306,76
505	24,23	3 674,36
555	26,65	4 041,95
605	29,06	4 407,99
655	31,50	4 777,13
705	33,92	5 144,72

Il est rappelé que :

- le calcul des primes panier et des frais de déplacement prévus par la convention collective nationale, sont calculés sur la base du minimum garanti fixé par l'avenant n° 65 du 31 mai 2003. »

Article 2

Prime de froid

À compter du 1^{er} janvier 2019, l'article 13 « Prime de froid » de l'annexe II « Ouvriers et employés », tel que modifié par l'avenant n° 85 du 23 mars 2017 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Une prime dite “de froid” est versée au personnel ouvriers/employés, réalisant des travaux au froid, dans les conditions exposées ci-après.

1. Travail habituel au froid

Le personnel ouvrier/employé travaillant au froid au moins 3 heures et demie par jour et ce, au moins 8 jours par mois, ces conditions étant cumulatives, bénéficie d'une prime de froid fixée comme suit :

- tout travail réalisé dans une atmosphère dont la température artificielle ambiante est habituellement comprise entre -5°C et $+2^{\circ}\text{C}$, ouvre droit à une prime forfaitaire d'un montant de 36,27 € ;
- tout travail réalisé dans une atmosphère dont la température artificielle ambiante est habituellement inférieure à -5°C , ouvre droit à une prime forfaitaire d'un montant de 80,06 €.

2. Travail occasionnel au froid

Le personnel ouvrier travaillant au froid au moins 3 heures et demie par jour et moins de 8 jours par mois, bénéficie d'une prime de froid fixée comme suit :

- tout travail réalisé dans une atmosphère dont la température artificielle ambiante est habituellement inférieure à -5°C , ouvre droit à une prime forfaitaire d'un montant de 3,59 € par jour travaillé au froid.

3. Dispositions communes

Cette prime de froid ne peut se cumuler avec tout autre avantage versé au sein de l'entreprise dès lors que ce dernier a le même objet. »

Article 3

Prime d'ancienneté

À compter du 1^{er} janvier 2019, l'article 2 de l'avenant n° 85 du 23 mars 2017 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Une prime d'ancienneté est attribuée aux salariés bénéficiaires du présent accord. Cette prime (PA) est égale à l'opération suivante : $PA = d \times va$.

d = durée du travail mensualisée du salarié, augmentée, le cas échéant, des heures supplémentaires accomplies au cours du mois.

va = valeur absolue de la prime d'ancienneté fixée en fonction du coefficient du salarié par le tableau suivant :

Coefficient	VA					
	Après 3 ans d'ancienneté	Après 6 ans d'ancienneté	Après 9 ans d'ancienneté	Après 12 ans d'ancienneté	Après 15 ans d'ancienneté	Après 20 ans d'ancienneté
125	0,196	0,392	0,589	0,786	0,982	+ 20 € (*)
135	0,198	0,397	0,596	0,793	0,991	
145	0,200	0,401	0,601	0,801	1,003	
155	0,202	0,406	0,608	0,812	1,014	
165	0,207	0,411	0,618	0,823	1,030	
175	0,211	0,419	0,630	0,841	1,049	
185	0,216	0,432	0,648	0,864	1,080	
195	0,221	0,442	0,665	0,886	1,107	
205	0,226	0,453	0,682	0,908	1,133	
215	0,234	0,470	0,704	0,939	1,175	
225	0,244	0,488	0,732	0,978	1,222	

	VA					
Coefficient	Après 3 ans d'ancienneté	Après 6 ans d'ancienneté	Après 9 ans d'ancienneté	Après 12 ans d'ancienneté	Après 15 ans d'ancienneté	Après 20 ans d'ancienneté
235	0,260	0,519	0,781	1,040	1,300	+ 20 € (*)
245	0,272	0,542	0,814	1,085	1,355	
255	0,282	0,566	0,846	1,129	1,411	
265	0,294	0,587	0,881	1,174	1,467	
275	0,305	0,608	0,913	1,216	1,522	
285	0,316	0,630	0,946	1,261	1,578	
295	0,326	0,653	0,980	1,306	1,633	
305	0,337	0,676	1,013	1,350	1,688	
315	0,348	0,697	1,045	1,395	1,743	
325	0,360	0,719	1,079	1,437	1,799	
335	0,372	0,740	1,113	1,484	1,854	
345	0,382	0,764	1,145	1,527	1,909	
(*) À compter de 20 ans d'ancienneté, un montant de 20 € brut par mois (151,67 heures à proratiser le cas échéant), s'ajoute à la prime d'ancienneté calculée à l'aide du tableau ci-dessus.						

Le résultat de cette opération sera arrondi trois chiffres après la virgule. Si le quatrième chiffre après la virgule est supérieur ou égal à 5, il convient d'arrondir au millième supérieur. Sinon, il convient d'arrondir au millième correspondant.

Ex : si PA = 27,0958455, elle sera arrondie à 27,096

si PA = 27,710109, elle sera arrondie à 27,710 ».

La prime d'ancienneté doit figurer à part sur la feuille de paie.

Article 4

Égalité professionnelle

Les signataires du présent avenant entendent rappeler aux entreprises couvertes par la présente convention collective les dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Dépôt. – Extension

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Paris, le 28 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3233

Convention collective nationale
IDCC : 1405. – EXPÉDITION ET EXPORTATION
DE FRUITS ET LÉGUMES

AVENANT N° 22 DU 17 MAI 2019
RELATIF À LA GRILLE DES SALAIRES CONVENTIONNELS
AU 1^{ER} JUIN 2019
NOR : ASET1951054M
IDCC : 1405

Entre :
ANEEFEL,
D'une part, et
FS CFTD,
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il a été décidé la mise en place d'une nouvelle grille des salaires conventionnels applicable au 1^{er} juin. Celle-ci est adressée aux pouvoirs publics pour extension au titre de l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les partenaires sociaux s'engagent à poursuivre le travail en faveur de l'égalité salariale hommes/femmes avec l'ouverture de nouvelles négociations sur l'égalité professionnelle hommes/femmes et la mixité de l'emploi en complément du travail réalisé par la CPNEFP sur la formation professionnelle.

Fait à Paris, le 17 mai 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille conventionnelle pour l'horaire légal (35 heures par semaine) applicable au 1^{er} juin 2019

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE MENSUEL
Ouvrier/employé	I	1 521,25
	I <i>bis</i>	1 530,00
	II	1 540,00
	III	1 550,00
	IV	1 608,00
	V	1 628,00
Technicien/AM	I	1 840,00
	II	1 985,00
Cadre	I	2 860,00
Cadre de direction	II	3 377,00

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

**IDCC : 1505. – COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 132 DU 1^{ER} AVRIL 2019
À L'ACCORD DU 11 JUIN 2018
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1951063M

IDCC : 1505

Entre :

Saveurs commerce ;

FECP ;

FNSCMF ;

CCP,

D'une part, et

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC ;

FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de poursuivre leur objectif de développement de la formation professionnelle continue de la branche, notamment à travers le financement des actions de formation qui entrent dans le champ de la formation professionnelle continue, les partenaires sociaux de la branche du commerce de détail de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers ont décidé de modifier par le présent avenant l'accord relatif à la formation professionnelle du 11 juin 2018, étendu par arrêté du 2 avril 2019, publié au *Journal officiel* du 9 avril 2019.

Compte tenu de son objet, cet avenant ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er}

À la fin du titre II intitulé « Dispositifs de formation professionnelle continue », les dispositions suivantes sont ajoutées :

« – moyens mis en œuvre dans le cadre de l'apprentissage :

Dans l'objectif de favoriser l'insertion des jeunes dans le monde du travail par la voie de l'apprentissage et afin que les moyens nécessaires pour prendre en charge des actions collectives de communication sur les métiers et le financement des établissements d'enseignement préparant à ses métiers soient mobilisés, les parties signataires :

– décident qu'une partie de la contribution légale au titre de la professionnalisation due par les entreprises de la branche est destinée au financement des dépenses de fonctionnement afférentes à la préparation, sous contrat d'apprentissage, des diplômes professionnels reconnus dans la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers.

L'OPCO désigné est chargé du versement des fonds aux CFA sur décision de la CPNEFP et du suivi de l'exécution de cette décision.

– invitent toutes les entreprises de la branche, à verser leur taxe d'apprentissage à l'OPCO de branche en tant qu'organisme collecteur de la taxe d'apprentissage et à affecter leur taxe d'apprentissage à des CFA et des établissements de formation formant à des métiers intéressant la branche.

La branche communiquera sur la voie de l'apprentissage par le biais de ses outils dédiés à l'emploi et à la formation professionnelle, et à l'occasion des événements consacrés à ces sujets.

– rémunération des salariés en contrat de professionnalisation :

Les salariés bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation sont rémunérés en pourcentage du Smic et au minimum selon le barème suivant :

BÉNÉFICIAIRE	SALARIÉ ENTRE 18 et 20 ans révolus	SALARIÉ ENTRE 21 et 25 ans révolus	SALARIÉ de 26 ans et plus
Titulaire d'une qualification inférieure au baccalauréat professionnel ou à un titre ou un diplôme de même niveau.	55 % du Smic	80 % du Smic	100 % du Smic ou 85 % de la rémunération minimale conventionnelle si plus favorable
Titulaire d'une qualification égale ou supérieure au baccalauréat professionnel ou à un titre ou un diplôme de même niveau.	65 % du Smic	90 % du Smic	

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Article 3

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant fera l'objet de la procédure relative au dépôt et à la demande d'extension conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE MAINTENANCE,
DISTRIBUTION ET LOCATION DE MATÉRIELS AGRICOLES,
DE TRAVAUX PUBLICS, DE BÂTIMENT, DE MANUTENTION,
DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE
ET ACTIVITÉS CONNEXES, DITE SDLM**

AVENANT N° 4 DU 5 JUILLET 2019

À L'ACCORD DU 2 JUILLET 2015

RELATIF AUX REMBOURSEMENTS COMPLÉMENTAIRES DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1951064M

IDCC : 1404

Entre :

SEDIMA ;

DLR ;

FNAR,

D'une part, et

FM CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont conclu le 2 juillet 2015 un accord collectif prévoyant des remboursements complémentaires de frais de santé.

Cet accord compte plusieurs annexes dont une annexe I définissant le niveau des garanties et une annexe II définissant les cotisations applicables.

Dans le cadre de leurs échanges postérieurs à la signature de cet accord, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Évolution du niveau de certaines garanties

Le document annexé à la convention de gestion prévu à l'article 3.2 de l'accord, est modifié en conséquence.

Il en est de même de la notice d'information prévue par l'article 4 de l'accord destinée à être diffusée dans l'entreprise.

Conformément à l'article 9.3 de l'accord, l'organisme assureur informe les entreprises et les salariés de la modification apportée au niveau des garanties par le présent avenant.

Article 2

Évolution des cotisations

Pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, les cotisations applicables sont celles fixées en annexe.

Article 3

Dispositions finales

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Compte tenu de son objet qui repose sur la mutualisation, il ne peut y avoir de modalités particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives afin de permettre le cas échéant l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi.

Le présent avenant est déposé au ministère du travail ainsi au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension la plus rapide possible du présent avenant au ministère en charge du travail.

Fait à Paris, le 5 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

PRESTATIONS PRISES EN CHARGE

TABLEAU 1 – Prises en charge : Sécurité sociale + régime de branche

Garanties y compris SS - y compris base pour les surcomplémentaires	BASE	SURCOMPLÉMENTAIRE 1	SURCOMPLÉMENTAIRE 2
HOSPITALISATION MEDICALE ET CHIRURGICALE (1)			
Forfait hospitalier (2)	100 % du forfait fixé par arrêté ministériel	100 % du forfait fixé par arrêté ministériel	100 % du forfait fixé par arrêté ministériel
Honoraires chirurgicaux et médicaux dans le cadre des DPTM	100 % BRSS	130 % BRSS	160 % BRSS
Honoraires chirurgicaux et médicaux hors cadre des DPTM	100 % BRSS	110 % BRSS	140 % BRSS
Frais de séjour	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Chambre particulière	30 € / jour	40 € / jour	50 € / jour
Chambre particulière ambulatoire	25 € / jour	35 € / jour	45 € / jour
Participation forfaitaire de l'assuré sur les actes techniques (y compris en médecine de ville)	100 % de la participation forfaitaire	100 % de la participation forfaitaire	100 % de la participation forfaitaire
Frais d'accompagnement (3)	25 € / jour	25 € / jour	25 € / jour
Frais de transport acceptés par la Sécurité sociale	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
SOINS COURANTS			
HONORAIRES MEDICAUX			
Consultations et visites généralistes *	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Consultations et visites spécialistes :			
- Consultation dans le cadre des DPTM *	160 % BRSS	160 % BRSS	160 % BRSS
- Consultation hors cadre des DPTM *	140 % BRSS	140 % BRSS	140 % BRSS
Radiologie dans le cadre des DPTM *	100 % BRSS	130 % BRSS	160 % BRSS
Radiologie hors cadre des DPTM *	100 % BRSS	110 % BRSS	140 % BRSS
Actes techniques médicaux dans le cadre des DPTM *	100 % BRSS	130 % BRSS	160 % BRSS
Actes techniques médicaux hors le cadre des DPTM *	100 % BRSS	110 % BRSS	140 % BRSS
HONORAIRES PARAMEDICAUX			
Auxiliaires médicaux	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Analyses médicales et examens de laboratoire	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Médicaments (remboursements Sécurité sociale de 15 %, 30 % ou 65 %)	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Matériel médical (appareillages et prothèses médicales remboursés par la SS)	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Vaccins non remboursés par la Sécurité sociale	15 € / an	15 € / an	15 € / an

Acupuncture, chiropractie, ostéopathie	25 € par séance dans la limite de 4 séances par an	25 € par séance dans la limite de 4 séances par an	25 € par séance dans la limite de 4 séances par an
AIDE AUDITIVE - un équipement par oreille tous les 4 ans - dans la limite des PLV			
Jusqu'au 31/12/2020 : Prothèses auditives	225 € / an	225 € / an	225 € / an
À compter du 01/01/2021 : Équipement 100% santé ** - Prothèse auditive classe I ***	Aucun reste à payer dans la limite des prix limite de vente (7)		
Panier libre - Prothèse auditive classe II *** (Limité à 1700 € TTC par aide auditive (hors accessoires) y compris le remboursement de la Sécurité sociale) - Bénéficiaire > 20 ans - Bénéficiaire ≤ 20 ans ou atteint de cécité ****	400 € 1400 €	400 € 1400 €	400 € 1400 €
DENTAIRE (4)			
Soins et prothèses 100% santé **	Aucun reste à payer dans la limite des honoraires limite de facturation (6)		
Soins	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
Prothèses dentaires remboursées par la Sécurité sociale Panier maîtrisé (dans la limite des HLF) / Panier libre	350 % BRSS	425 % BRSS	500 % BRSS
Orthodontie remboursée par la Sécurité sociale	250 % BRSS	250 % BRSS	250 % BRSS
Orthodontie non remboursée par la Sécurité sociale	400 € / an	400 € / an	400 € / an
Inlays/onlays	150 % BRSS	200 % BRSS	200 % BRSS
Implants	400 € / an	400 € / an	500 € / an
OPTIQUE - pour tous les cas de renouvellements, y compris anticipés, se référer aux Conditions générales			
Équipements 100% santé ** Lunettes (monture + 2 verres) de classe A	Aucun reste à payer dans la limite des prix limite de vente (7)		
Équipements libres Lunettes (monture + 2 verres) de classe B Verres Par monture de lunettes	cf. grille optique 100 €	cf. grille optique 100 €	cf. grille optique 100 €
Lentilles acceptées ou non par la Sécurité sociale (5)	150 € / an	150 € / an	150 € / an
Opération de l'œil (par an et par bénéficiaire)	150 € / an	150 € / an	150 € / an

ACTES DE PRÉVENTION			
Tous les actes de prévention du contrat responsable pris en charge par la Sécurité Sociale	100 % BRSS	100 % BRSS	100 % BRSS
GRILLES OPTIQUES (remboursement par verre)			
Verre simple foyer - SPH de - 6 à + 6 - SPH < - 6 ou > + 6	75 € 80 €	100 € 100 €	125 € 125 €
Verre simple foyer, sphéro-cylindrique - SPH de - 6 à 0 et CYL ≤ + 4 - SPH > 0 et S ≤ + 6 - SPH > 0 et S > + 6 - SPH < - 6 et CYL ≥ + 0,25 - SPH de - 6 à 0 et CYL > + 4	80 € 85 € 95 € 90 € 100 €	100 € 100 € 100 € 100 € 100 €	150 € 150 € 150 € 175 € 175 €
Verre multi-focaux ou progressif sphérique - SPH de - 4 à + 4 - SPH < - 4 ou > + 4	125 € 150 €	190 € 190 €	210 € 210 €
Verre multi-focaux ou progressif sphéro-cylindrique - SPH de - 8 à 0 et CYL ≤ + 4 - SPH > 0 et S ≤ + 8 - SPH de - 8 à 0 et CYL > + 4 - SPH > 0 et S > + 8 - SPH < - 8 et CYL ≥ + 0,25	165 € 165 € 175 € 175 € 175 €	200 € 200 € 200 € 200 € 200 €	250 € 250 € 250 € 250 € 250 €
BR : Base de remboursement SS : Sécurité Sociale FR : Frais réels BRSS : Base de remboursement de la Sécurité sociale DPTM : Les dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée incluent l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM) et l'OPTAM-CO pour les chirurgiens et les obstétriciens. Le site ameli-direct.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire de l'un de ces dispositifs. (*) chirurgie dite de confort non remboursée par la SS			

SPH = sphère

CYL = cylindre (+)

S = SPH + CYL

* Dispositifs de pratiques tarifaires maîtrisées OPTAM ou OPTAM-CO (en Chirurgie et Obstétrique) : en adhérant à ces options, les professionnels de santé s'engagent à limiter leurs dépassements d'honoraires dans des conditions établies par la convention. Pour savoir si un médecin a adhéré à l'OPTAM ou à l'OPTAM-CO, le site annuaire.sante.ameli.fr est à la disposition de tous.

** Tels que définis réglementairement : dispositif 100 % Santé par lequel les assurés couverts par un contrat de complémentaire santé responsable peuvent bénéficier de certaines prestations d'optique, d'aides auditives et de prothèses dentaires définies réglementairement et intégralement remboursées par l'assurance maladie obligatoire et les complémentaires santé, donc sans frais restant à leur charge, sous réserve que les professionnels de santé respectent les tarifs maximum fixés.

*** Voir la liste réglementaire des options de la liste A et de la liste B dans les Conditions générales.

**** La cécité se définit par une acuité visuelle inférieure à 1/20e après correction.

(1) En médecine, chirurgie, obstétrique, psychiatrie, hors chirurgie esthétique.

(2) Hors établissements médico-sociaux (Maison d'Accueil Spécialisé, maison de retraite, EHPAD), tels que définis à l'Article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles.

(3) Hors établissements non conventionnés. La prise en charge est limitée à 90 jours par an pour les séjours en psychiatrie. La chambre de jour correspond à une chambre pour une chirurgie et/ou anesthésie ambulatoire avec admission et sortie le même jour.

(4) Hors accord de prise en charge, les prestations sont minorées de 20 % comparées aux prestations versées sur accord de prise en charge. La minoration de 20 % des prestations hors accord de prise en charge préalable ne concernent pas la ligne « Soins dentaires ».

(5) Les prestations "remboursées" et "non remboursées" ne sont pas cumulatives. Le forfait est versé pour l'une ou l'autre des prestations.

(6) Dans la limite des frais réellement engagés et des honoraires limites de facturation définies aux Conditions générales.

(7) Dans la limite des frais réellement engagés et des prix limites de vente définis aux Conditions générales

TABLEAU 2 – Grille des garanties optiques

Verres	Avec/Sans Cylindre	SPH = sphère			Régime de base	Surcomplémentaire 1	Surcomplémentaire 2
		CYL = cylindre (+)					
		S = SPH + CYL					
UNIFOCAUX	Sphériques	SPH de – 6 à + 6 (*)			75 €	100 €	125 €
		SPH < à -6 ou > à + 6			80 €	100 €	125 €
	Sphéro cylindriques	SPH de – 6 à 0 et CYL ≤ + 4			80 €	100 €	150 €
		SPH > 0 et S ≤ + 6			85 €	100 €	150 €
		SPH > 0 et S > + 6			95 €	100 €	150 €
		SPH < - 6 et CYL ≥ + 0,25			90 €	100 €	175 €
		SPH de – 6 à 0 et CYL > + 4			100 €	100 €	175 €
		SPH de – 4 à + 4			125 €	190 €	210 €
PROGRESSIFS ET MULTIFOCAUX	Sphériques	SPH < à -4 ou > à + 4			150 €	190 €	210 €
		SPH de - 8 à 0 et CYL ≤ + 4			165 €	200 €	250 €
	Sphéro cylindriques	SPH > 0 et S ≤ + 8			165 €	200 €	250 €
		SPH de – 8 à 0 et CYL > + 4			175 €	200 €	250 €
		SPH > 0 et S > + 8			175 €	200 €	250 €
		SPH < - 8 et CYL ≥ + 0,25			175 €	200 €	250 €

ANNEXE II
COTISATIONS MENSUELLES

1. Cotisations totales applicables lorsque l'entreprise décide de couvrir le salarié seul

Couverture obligatoire du salarié seul	REGIME GENERAL			ALSACE MOSELLE		
	Base obligatoire	Surcomp. 1	Surcomp. 2	Base obligatoire	Surcomp. 1	Surcomp. 2
	41,44 € ⁽¹⁾	44,67 € ⁽²⁾	47,96 € ⁽³⁾	29,01 € ⁽⁴⁾	31,27 € ⁽⁵⁾	33,57 € ⁽⁶⁾

EXTENSION FACULTATIVE AYANTS DROIT A L'INITIATIVE DU SALARIE						
Couverture du conjoint	⁽¹⁾ +51,47 € 92,91€	⁽²⁾ +55,20 € 99,87€	⁽³⁾ +59,00 € 106,96€	⁽⁴⁾ +36,03 € 65,04€	⁽⁵⁾ +38,64 € 69,91€	⁽⁶⁾ +41,30€ 74,87€
Couverture d'un enfant*	⁽¹⁾ +29,31 € 70,75€	⁽²⁾ +29,77 € 74,44€	⁽³⁾ +30,22 € 78,18€	⁽⁴⁾ +20,52 € 49,53€	⁽⁵⁾ +20,84 € 52,11€	⁽⁶⁾ +21,16 € 54,73€
*gratuit à partir du 3ème enfant						

EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 1» et «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A L'INITIATIVE DU SALARIE						
Couverture du salarié seul (si l'employeur ne met en place que la couverture de base obligatoire)		⁽¹⁾ +3,45 € 44,89€	⁽¹⁾ +6,97 € 48,41€		⁽⁴⁾ +2,42 € 31,43€	⁽⁴⁾ +4,88 € 33,89€
Couverture du salarié seul (si l'employeur met en place la couverture surcomp. 1)			⁽²⁾ +3,74 € 48,41€			⁽⁵⁾ +2,62 € 33,89€

Les modalités de répartition des prises en charge entre l'employeur et le salarié figurent à l'article 5 de l'accord

1. Cotisations totales applicables lorsque l'entreprise couvre à titre obligatoire le salarié et ses ayants droit

COUVERTURE OBLIGATOIRE	REGIME GENERAL		ALSACE MOSELLE	
	Base	Surcomp. 1	Base	Surcomp. 1
Couverture du salarié	41,44 € (1)	44,67 € (2)	29,01 € (10)	31,27 € (11)
Couverture du conjoint	43,51 € (4)	46,74 € (5)	30,46 € (13)	32,72 € (14)
Couverture d'un enfant	27,14 € (7)	27,54 € (8)	19,00 € (16)	19,28 € (17)
				33,57 € (12)
				35,02 € (15)
				19,55 € (18)

EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 1» A L'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture de base obligatoire)				
Couverture du salarié seul	(1)+3,45 € 44,89€		(10)+2,42 € 31,43€	
Couverture du conjoint	(4)+3,73 € 47,24€		(13)+2,61 € 33,07€	
Couverture d'un enfant	(7)+0,46 € 27,60€		(16)+0,32 € 19,32€	
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A L'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture de base obligatoire)				
Couverture du salarié seul	(1)+6,97 € 48,41€		(10)+4,88 € 33,89€	
Couverture du conjoint	(4)+7,53 € 51,04€		(13)+5,27 € 35,73€	
Couverture d'un enfant	(7)+0,91 € 28,05€		(16)+0,64 € 19,64€	
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A L'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la surcomplémentaire 1 à titre obligatoire)				
Couverture du salarié seul	(2)+3,74 € 48,41€		(11)+2,62 € 33,89€	
Couverture du conjoint	(5)+4,30 € 51,04€		(14)+3,01 € 35,73€	
Couverture d'un enfant	(8)+0,51 € 28,05€		(17)+0,36 € 19,64€	
*gratuit à partir du 3ème enfant				

2. Cotisations totales applicables lorsque l'entreprise choisit à titre obligatoire un tarif unique famille

Couverture obligatoire Tarif unique famille	REGIME GENERAL			ALSACE MOSELLE		
	Base	Surcomp. 1	Surcomp 2	Base	Surcomp. 1	Surcomp. 2
	85,71 € ⁽¹⁾	90,56 € ⁽²⁾	95,47 € ⁽³⁾	60,00 € ⁽⁴⁾	63,40 € ⁽⁵⁾	66,83 € ⁽⁶⁾

EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 1» A L'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture de base obligatoire)						
FAMILLE		⁽¹⁾ +5,00 € 90,71€			⁽⁴⁾ +3,50 € 63,50€	
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A L'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture de base obligatoire)						
FAMILLE			⁽¹⁾ +10,05 € 95,76€			⁽⁴⁾ +7,04 € 67,04€
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A L'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture surcomplémentaire 1 à titre obligatoire)						
FAMILLE			⁽²⁾ +5,20 € 95,76€			⁽⁵⁾ +3,64 € 67,04€

3. Cotisations totales applicables si l'entreprise choisit à titre obligatoire un tarif unique famille au sens Sécurité sociale

Couverture obligatoire FAMILLE au sens de la Sécurité Sociale	REGIME GENERAL			ALSACE MOSELLE		
	Base	Surcomp. 1	Surcomp. 2	Base	Surcomp. 1	Surcomp. 2
	74,84 € (1)	78,83 € (2)	82,89 € (3)	52,39 € (4)	55,18 € (5)	58,03 € (6)

EXTENSION FACULTATIVE «CONJOINT» A l'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit de couvrir la famille au sens SS à titre obligatoire)						
CONJOINT (en sus de la cotisation famille SS)	(1)+ 51,47 € 126,31€	(2)+55,20 € 134,03€	(3)+59,00 € 141,89€	(4)+ 36,03 € 88,42€	(5)+38,64 € 93,82€	(6)+41,30€ 99,33€
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 1» A l'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture de base obligatoire)						
FAMILLE au sens SS	(1)+4,11 € 78,95€				(4)+2,88 € 55,27€	
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A l'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture de base obligatoire)						
FAMILLE au sens SS			(1)+8,29 € 83,13€			(4)+5,80 € 58,19€
EXTENSION FACULTATIVE «SURCOMPLEMENTAIRE 2» A l'INITIATIVE DU SALARIE (si l'employeur choisit la couverture surcomplémentaire 1 à titre obligatoire)						
FAMILLE au sens SS			(2)+4,30 € 83,13€			(5)+3,01 € 58,19€

Convention collective départementale

**IDCC : 1578. – MÉTALLURGIE DE LA LOIRE
ET DE L'ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX
(19 février 1990)**

(Bulletin officiel n° 1990-9 bis)
(Étendue par arrêté du 7 novembre 1990,
Journal officiel du 16 novembre 1990)
(Élargie par arrêté du 4 février 1992,
Journal officiel du 16 novembre 1992)

ACCORD DU 3 JUIN 2019

RELATIF À LA RÉMUNÉRATION EFFECTIVE GARANTIE ANNUELLE,
À LA VALEUR DU POINT **RMH** ET À L'INDEMNITÉ DE PANIER DE NUIT
POUR L'ANNÉE **2019**

NOR : ASET1951055M

IDCC : 1578

Entre :

UIMM Loire,

D'une part, et

SML CFE-CGC ;

USTM CGT ;

SMLY CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions de la convention collective de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux, les parties signataires de ladite convention se sont rencontrées au cours de l'année 2019 dans le cadre de réunions de négociation afin d'établir les grilles de REGA à compter du 1^{er} janvier 2019, la valeur du point RMH pour le calcul des primes d'ancienneté ainsi que les montants des primes de panier et de rappel à compter du 1^{er} juillet 2019.

À l'issue de ces réunions, le présent accord a été signé en tenant compte, notamment pour les grilles de REGA et dès le coefficient 140, de la valeur du Smic conformément aux dispositions conventionnelles.

Article 1^{er}

La garantie de rémunération effective prévue à l'article 17 *c* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux est fixée selon les valeurs suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REGA
I	1	140	18 255
	2	145	18 357
	3	155	18 444
II	1	170	18 549
	2	180	18 583
	3	190	18 679
III	1	215	19 044
	2	225	19 181
	3	240	20 030
IV	1	255	21 632
	2	270	22 227
	3	285	23 303
V	1	305	24 418
	2	335	26 823
	3	365	29 257
		395	31 602

Article 2

La valeur du « Point » fixant les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) instituées à l'article 17 *b* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux, est fixée à 4,55 € (base 35 heures) à compter du 1^{er} juillet 2019.

Dans le cadre de la négociation, il a été convenu entre les parties que la valeur du « Point » fixant les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) instituées à l'article 17 *b* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux, sera portée à 4,67 € (base 35 heures) à partir du 31 décembre 2019 échu.

Article 3

L'indemnité de panier de nuit, telle que définie à l'article 20 *c* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux, est fixée à 6,10 € à compter du 1^{er} juillet 2019.

Dans le cadre de la négociation, il a été convenu entre les parties que l'indemnité de panier de nuit, telle que définie à l'article 20 *c* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux, est portée à 6,60 € à compter du 31 décembre 2019 échu.

Article 4

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent accord sera notifié à chacune des organisations syndicales représentatives.

Il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires et il fera l'objet des formalités de dépôt selon les dispositions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Etienne, le 3 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3285

Convention collective nationale
IDCC : 1922. – RADIODIFFUSION

AVENANT DU 5 JUIN 2019
À L'ACCORD DU 6 MARS 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMUMS CONVENTIONNELS
NOR : *ASET1951062M*
IDCC : 1922

Entre :
SIRTI ;
CNRA ;
SNRC ;
SNRL,

D'une part, et
SNRT CGT audiovisuel ;
F3C CFDT ;
FO médias,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux représentatifs de la convention collective nationale de la radiodiffusion se sont réunis afin de rédiger un avenant correctif de l'accord du 6 mars 2019 relatif aux salaires minimums conventionnels.

Cet avenant du 5 juin 2019 vise à mettre en conformité l'accord du 6 mars 2019 avec les obligations légales découlant de la combinaison des articles L. 2232-10-1 et L. 2261-23-1 du code du travail.

Article unique

Considérant que la branche professionnelle de la radiodiffusion (IDCC 1922) comporte majoritairement des TPE et PME, les signataires conviennent ainsi que le contenu du présent accord prend pleinement en compte les spécificités des entreprises de moins de 50 salariés visées aux articles L. 2232-10-1 et L. 2261-23-1 du code du travail.

Fait à Paris, le 5 juin 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3278

Convention collective nationale
IDCC : 1734. – ARTISTES-INTERPRÈTES
(Engagés pour des émissions de télévision)

AVENANT DU 30 AVRIL 2019
RELATIF AUX BARÈMES DE RÉMUNÉRATION
AU 1^{ER} MAI 2019
NOR : ASET1951057M
IDCC : 1734

Entre :

USPA ;

SPI,

D'une part, et

SIA UNSA ;

SFA CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Barèmes de rémunération au 1^{er} mai 2019

*Artistes dramatiques, lyriques et des chœurs, chorégraphiques,
de variétés (y compris chansonniers) cascadeurs et marionnettistes*

Rémunérations brutes minimales applicables aux productions dont la première journée de travail d'artistes a lieu à compter du 1^{er} mai 2019 :

(En euros.)

I. – Émissions dramatiques (art. 5.14.1)	
– journée répétition ou enregistrement	269,93
– journée unique	284,63
II. – Émissions de variétés (art. 5.14.2)	
– répétitions effectuées en dehors de la journée d'enregistrement :	
– répétition d'une durée inférieure ou égale à 4 heures	172,56
– répétition d'une durée supérieure à 4 heures	269,93
– enregistrement	391,33

III. – Émissions lyriques (art. 5.14.3) – répétition ou enregistrement : – soliste – artistes des chœurs – préparation ou déchiffre (3 heures maximum) : – soliste – artistes des chœurs	 403,97 269,93 154,88 103,49
IV. – Émissions chorégraphiques (art. 5.14.4) – répétition ou enregistrement (6 heures de travail effectif au maximum) : – soliste – corps de ballet	 403,97 269,93
V. – Reportages en direct ou en différé d’extraits de spectacles (art. 6.2) – reportage effectué dans les conditions de l’article 6.2.1.b (pas de gré à gré)	 68,73
VI. – Prestations destinées à l’actualité (art. 6.3) – prestations effectuées dans les conditions de l’article 6.3.1 (pas de gré à gré)	 158,80
VII. – Indemnités de costumes 1. Indemnités visées à l’article 5.13.1 – engagement pour une journée unique : – tenue de ville – tenue de soirée – engagement pour plusieurs jours : – tenue de ville – tenue de soirée 2. Indemnités visées à l’article 5.13.2 – homme : pourpoint – femme : – tutu court – tutu romantique – Chaussons	 17,11 28,09 13,69 23,12 13,59 13,59 23,12 5,22

Fait à Paris, le 30 avril 2019.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165190340-000919

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
